

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/GC/W/10**

3 novembre 1995

(95-3406)

---

**CONSEIL GENERAL  
15 novembre 1995**

Original: anglais

## ARRANGEMENTS EN VUE D'UNE COOPERATION EFFICACE AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

### Relations entre l'OMC et l'ONU

#### Communication du Directeur général

Après l'adoption, le 31 janvier 1995, du rapport du Comité préparatoire, lequel ne voyait pas de raison d'établir des liens institutionnels formels entre l'OMC et l'ONU bien qu'il ait été souligné que des relations de coopération seraient nécessaires entre les deux organisations, le Conseil général a examiné le 3 avril 1995 les arrangements en vue d'une coopération efficace avec d'autres organisations intergouvernementales et en particulier les relations entre l'OMC et l'ONU.

Il a considéré que ces arrangements devraient comprendre, d'une part, une participation réciproque appropriée de l'OMC et de l'ONU à leurs réunions respectives, dont devraient décider les membres de chacune des organisations, et, d'autre part, des mesures concrètes en vue d'une coopération pouvant contribuer au bon fonctionnement des deux organisations dans les domaines où une interaction pourrait être bénéfique.

A cet égard, le Conseil général a demandé au Secrétariat d'élaborer avec l'ONU un arrangement global fondé sur les mêmes relations que celles qui existaient entre le GATT et l'ONU.

Lorsqu'il a décidé à la même date de continuer de gérer le Centre du commerce international conjointement avec la CNUCED agissant au nom de l'ONU, le Conseil général est aussi convenu que les préoccupations exprimées par le Comité du budget de l'OMC au sujet des procédures budgétaires du CCI devraient être prises en compte dans l'arrangement global.

J'ai le plaisir d'informer les Membres que les deux Secrétariats ont conclu cet arrangement global par échange de lettres signées par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, et moi-même.

Ces lettres sont annexées à la présente note pour l'information des Membres.

ANNEXE

I. Lettre en date du 29 septembre 1995 adressée par le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce au Secrétaire général des Nations Unies

"J'ai l'honneur de rappeler à votre attention les consultations que nous avons eues récemment dans le contexte de la Résolution 49/97 de l'Assemblée générale concernant le renforcement des organisations internationales dans le domaine du commerce multilatéral, datée du 19 décembre 1994, ainsi que la décision que le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce a prise le 3 avril 1995 et par laquelle il me charge de conclure avec l'ONU un arrangement global fondé sur les relations que l'ONU et le GATT entretenaient précédemment.

Nos consultations ont mis en évidence l'importance que nous attachons tous deux à la mise en place d'une coopération efficace entre l'ONU et l'OMC, qui cadre avec les statut et mandat respectifs des deux organisations ainsi qu'avec la nature contractuelle de l'Organisation mondiale du commerce.

Au terme de ces consultations et compte tenu de l'expérience acquise à la faveur des relations entre l'ONU et le GATT, nous sommes parvenus à la conclusion que la meilleure formule consisterait à établir un cadre de coopération flexible, qui puisse être réexaminé et adapté en fonction de l'évolution de la situation et des besoins.

Nous sommes convenus dans ce contexte que les arrangements et pratiques concernant les relations entre l'ONU et le GATT décrits dans le document du 9 mars 1976 de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/AC.179/5)<sup>1</sup> ci-joint constituent une base adéquate pour la conduite des relations entre l'ONU et l'OMC. Ces relations comprendront donc la communication et l'échange de renseignements pertinents, la représentation réciproque conformément aux décisions des organes compétents des deux organisations, la participation de l'Organisation mondiale du commerce aux travaux du Comité administratif de coordination et de ses organes subsidiaires, la coopération entre les secrétariats, y compris dans le domaine des statistiques, et les questions administratives.

Nous sommes également convenus que les arrangements spécifiques pour la coopération entre l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement continueront, conformément aux décisions pertinentes du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce, d'être appliqués par les deux Secrétariats dans le cadre global indiqué ci-dessus, et compte tenu des décisions récemment prises à cet égard par le Conseil du commerce et du développement ainsi que de la Résolution 49/97 de l'Assemblée générale.

Enfin, nous avons décidé lors de nos consultations de recommander aux organes intergouvernementaux compétents que les arrangements qui régissent actuellement le statut d'organe commun du Centre du commerce international soient confirmés et reconduits pour ce qui concerne l'Organisation mondiale du commerce, selon des dispositions budgétaires révisées comme le Conseil général de l'OMC l'a demandé.

J'espère vivement qu'une coopération étroite et efficace pourra ainsi s'instaurer entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce.

(signé) Renato RUGGIERO  
Directeur général"

---

<sup>1</sup>Reproduit dans la section III.

II. Lettre en date du 29 septembre 1995 adressée par le Secrétaire général des Nations Unies au Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce

"J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, dans laquelle vous évoquez les consultations que nous avons eues récemment dans le contexte de la Résolution 49/97 de l'Assemblée générale concernant le renforcement des organisations internationales dans le domaine du commerce multilatéral, datée du 19 décembre 1994, ainsi que la décision que le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce a prise le 3 avril 1995 et par laquelle il vous charge de conclure avec l'ONU un arrangement global fondé sur les relations que l'ONU et le GATT entretenaient précédemment.

Nos consultations ont mis en évidence l'importance que nous attachons tous deux à la mise en place d'une coopération efficace entre l'ONU et l'OMC, qui cadre avec les statut et mandat respectifs des deux organisations ainsi qu'avec la nature contractuelle de l'Organisation mondiale du commerce.

Au terme de ces consultations et compte tenu de l'expérience acquise à la faveur des relations entre l'ONU et le GATT, nous sommes parvenus à la conclusion que la meilleure formule consisterait à établir un cadre de coopération flexible, qui puisse être réexaminé et adapté en fonction de l'évolution de la situation et des besoins.

Nous sommes convenus dans ce contexte que les arrangements et pratiques concernant les relations entre l'ONU et le GATT décrits dans le document du 9 mars 1976 de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/AC.179/5)<sup>2</sup> ci-joint constituent une base adéquate pour la conduite des relations entre l'ONU et l'OMC. Ces relations comprendront donc la communication et l'échange de renseignements pertinents, la représentation réciproque conformément aux décisions des organes compétents des deux organisations, la participation de l'Organisation mondiale du commerce aux travaux du Comité administratif de coordination et de ses organes subsidiaires, la coopération entre les secrétariats, y compris dans le domaine des statistiques, et les questions administratives.

Nous sommes également convenus que les arrangements spécifiques pour la coopération entre l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement continueront, conformément aux décisions pertinentes du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce, d'être appliqués par les deux Secrétariats dans le cadre global indiqué ci-dessus, et compte tenu des décisions récemment prises à cet égard par le Conseil du commerce et du développement ainsi que de la Résolution 49/97 de l'Assemblée générale.

Enfin, nous avons décidé lors de nos consultations de recommander aux organes intergouvernementaux compétents que les arrangements qui régissent actuellement le statut d'organe commun du Centre du commerce international soient confirmés et reconduits pour ce qui concerne l'Organisation mondiale du commerce, selon des dispositions budgétaires révisées comme le Conseil général de l'OMC l'a demandé.

J'espère vivement qu'une coopération étroite et efficace pourra ainsi s'instaurer entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce.

(signé) Boutros BOUTROS-GHALI  
Secrétaire général"

---

<sup>2</sup>Reproduit dans la section III.

III. Document du 9 mars 1976 de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/AC.179/5)

COMITE SPECIAL DE LA RESTRUCTURATION  
DES SECTEURS ECONOMIQUE ET SOCIAL  
DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

RELATIONS DE L'ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS  
ET LE COMMERCE AVEC LES NATIONS UNIES

Note du Secrétariat

Le Secrétariat distribue ci-joint un document présenté par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce comme suite à la demande faite au Directeur général de cette organisation par le Comité à sa neuvième séance, le 12 février 1976.

---

RELATIONS DE L'ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS  
ET LE COMMERCE AVEC LES NATIONS UNIES

Par une résolution en date du 18 février 1946, le Conseil économique et social a décidé de convoquer une Conférence internationale sur le commerce et l'emploi; cette conférence a siégé à La Havane de novembre 1947 à mars 1948 et a adopté un acte final auquel a été annexée la Charte de La Havane. La Conférence a également institué une Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce (ICITO). Bien que la Charte de La Havane ne soit pas entrée en vigueur, l'ICITO n'a jamais été supprimée et continue d'exister à ce jour.

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce a été conçu comme un ensemble de règles destiné à servir de cadre au système de commerce mondial en attendant l'entrée en vigueur de la Charte de La Havane. A la deuxième session des PARTIES CONTRACTANTES, il a été décidé que le secrétariat de l'ICITO assurerait le secrétariat des PARTIES CONTRACTANTES moyennant remboursement et le Secrétaire exécutif de l'ICITO a, depuis lors, exercé les fonctions de Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES (avec, jusqu'en 1965, le titre de Secrétaire exécutif). Cet arrangement a été confirmé par échange de lettres entre le Secrétaire exécutif des PARTIES CONTRACTANTES de l'époque et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en août 1952. (Des copies de ces lettres sont annexées au document E/5476/Add.12 du 24 mai 1974.)

Les lettres de 1952 confirmaient également que l'existence des arrangements susmentionnés, combinée avec les arrangements de travail de facto étroits qui existaient entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétariat de la Commission intérimaire, faisait qu'il était superflu d'établir des accords distincts ou formels entre les PARTIES CONTRACTANTES et le Conseil économique et social en ce qui concerne les travaux de l'Accord général. Cet échange de lettres officiel définissait et définit encore les relations entre les PARTIES CONTRACTANTES et les Nations Unies, le GATT étant traité de facto comme une institution spécialisée. De ce fait, des arrangements de caractère pratique ont été élaborés au cours des années, qui portent notamment sur les points ci-après:

### Echange de renseignements et de documents

L'Organisation des Nations Unies reçoit des exemplaires de tous les documents du GATT distribués régulièrement aux PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général. Le GATT reçoit des exemplaires des documents destinés à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social; il reçoit également copie des documents qui émanent d'autres organes des Nations Unies et qui l'intéressent.

En outre, le GATT fournit à l'Organisation des Nations Unies les renseignements particuliers qu'elle peut lui demander.

### Résolutions des Nations Unies

Les résolutions concernant le GATT, qui sont adressées aux PARTIES CONTRACTANTES par l'Assemblée générale ou par le Conseil économique et social, sont prises en considération et, si la demande lui en est faite, le GATT présente un rapport sur les mesures éventuellement prises après examen. Pour ce qui est des questions d'ordre essentiellement politique, les PARTIES CONTRACTANTES observent le principe énoncé à l'article 86 de la Charte de La Havane, en évitant de se prononcer d'une façon quelconque sur ces questions et en suivant les décisions dont elles ont pu faire l'objet de la part des Nations Unies (SR.22/3 en date du 8 mars 1965).

### Représentation réciproque

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ou son représentant, est invité à assister aux sessions des PARTIES CONTRACTANTES et du Conseil du GATT, et à toutes les réunions ordinaires des comités et groupes de travail du GATT.

Le Directeur général du GATT, ou son représentant, est invité à assister aux réunions plénières de l'Assemblée générale et de ses comités, aux réunions du Conseil économique et social et, s'il y a lieu, à celles des organes subsidiaires de ce dernier. A sa cinquante-neuvième session, qui s'est tenue en juillet 1975, le Conseil économique et social a examiné la question de la participation du GATT suivant les dispositions de son nouveau règlement intérieur. Il a été convenu que la participation du GATT devrait se poursuivre sur la même base que précédemment (E/SR.1973 en date du 23 juillet 1975).

### Coordination

Le GATT participe aux travaux du Comité administratif de coordination et de ses organes subsidiaires pertinents et, s'il y a lieu, à ceux des autres organes créés par l'Organisation des Nations Unies pour faciliter la coopération et la coordination. A cet égard, il convient de citer, en particulier, le Comité préparatoire du CAC et le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA). Le GATT contribue à due proportion au financement du budget du CCQA.

### Coopération entre les secrétariats

Des relations de travail étroites existent entre, d'une part, le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, y compris les secrétariats du Conseil économique et social et des commissions régionales et, d'autre part, le secrétariat du GATT.

### Services statistiques

Afin d'éviter une duplication des travaux des services statistiques de l'Organisation des Nations Unies et du GATT, ces services se consultent régulièrement sur la manière la plus efficace

d'utiliser leurs moyens. Ces consultations sont menées directement entre les services intéressés ou dans le cadre des réunions annuelles du Sous-Comité des statistiques du CAC.

En conséquence, le GATT compte largement sur les statistiques que lui fournissent les services statistiques de l'Organisation des Nations Unies. Le cas échéant, ceux-ci communiquent les renseignements statistiques sur bandes magnétiques.

Le GATT participe, par l'entremise du Centre international de calcul électronique, au dispositif de coopération établi entre plusieurs institutions pour le traitement électronique des données et il prend en charge une partie des coûts de fonctionnement du Centre.

#### Arrangements concernant le personnel

Le GATT applique les statut et règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et le règlement financier de l'Organisation des Nations Unies. Toute dérogation à l'application des dispositions de ces instruments doit être spécialement approuvée par les PARTIES CONTRACTANTES. En décembre 1970, les PARTIES CONTRACTANTES ont confirmé que les statut et règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies ainsi que le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies continuaient de s'appliquer au GATT (L/3454, C/M/65).

En vertu des arrangements actuels, les membres du personnel du GATT peuvent utiliser le laissez-passer des Nations Unies comme document de voyage.

#### Coopération administrative

Le GATT participe à un certain nombre d'arrangements de coopération administrative conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales ayant leur siège à Genève; il s'agit du Service médical commun, du Service commun du logement, du Service commun d'achats, de l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies, des cours de langues des Nations Unies, du Programme de perfectionnement du personnel, etc. Les coûts afférents à ces arrangements de coopération sont partagés proportionnellement entre les organisations participantes.

#### Affiliation du GATT à la Caisse des pensions du personnel des Nations Unies

Le GATT est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. L'Assemblée générale a modifié à cet effet les Statuts de la Caisse des pensions par sa résolution 874 (IX) et un accord a été conclu entre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire exécutif de l'ICITO le 20 mai 1957.

#### Commissions régionales et autres organes des Nations Unies

Les arrangements indiqués ci-dessus concernant la représentation réciproque et l'échange de renseignements et de documents s'appliquent également aux commissions régionales et à d'autres organes des Nations Unies. Les secrétaires exécutifs des commissions régionales, le Secrétaire général de la CNUCED ainsi que les chefs de secrétariat des divers organismes et institutions des Nations Unies sont régulièrement invités à se faire représenter aux sessions des PARTIES CONTRACTANTES et aux réunions du Conseil et des comités et groupes de travail du GATT.

En outre, le GATT et les commissions régionales, en particulier la Commission économique pour l'Afrique, ont patronné conjointement, pendant des années, des stages de formation à la politique commerciale organisés à l'intention de fonctionnaires des pays membres de telle ou telle région. Ces stages sont organisés maintenant sous la responsabilité exclusive de la commission régionale concernée,

mais le GATT continue de leur apporter son appui en fournissant des conférenciers chaque fois que la demande lui en est faite.

#### Centre du commerce international CNUCED/GATT

Créé par une décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 19 mars 1964 (SR.21/9), le Centre du commerce international est entré en activité en mai 1964. Depuis 1968, il est géré conjointement par le GATT et par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette gestion conjointe a été approuvée par l'Assemblée générale (résolution 2297 (XXII) du 12 décembre 1967) et par les PARTIES CONTRACTANTES (SR.24/11 du 23 novembre 1967). Les arrangements fixant les modalités de la gestion conjointe présentaient au début un caractère provisoire. La situation juridique du Centre au regard du système des Nations Unies a été revue en 1973 et en 1974; de nouvelles dispositions administratives ont été adoptées par les PARTIES CONTRACTANTES le 19 novembre 1974 et par l'Assemblée générale le 18 décembre 1974. Les deux organisations de tutelle, les PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général et la CNUCED, sont conjointement chargées, sur un pied d'égalité, de la politique générale et de l'orientation du programme de travail du Centre. Le Centre se voit reconnaître la qualité d'organe subsidiaire commun du GATT et de l'Organisation des Nations Unies, cette dernière exerçant ses fonctions par l'intermédiaire de la CNUCED. Les deux organisations supportent chacune une part égale du budget du Centre, lequel est complété par des fonds destinés à des projets spéciaux, provenant du Programme des Nations Unies pour le développement, et par des contributions volontaires de certains Etats.

#### Stages de politique commerciale

Depuis 1955, le GATT organise chaque année à Genève deux stages de politique commerciale: l'un à l'intention de participants anglophones, de février à juin, l'autre à l'intention de participants francophones, d'août à décembre. Les stages sont destinés à des fonctionnaires de pays en développement (membres ou non du GATT), qui sont chargés ou seront éventuellement chargés d'élaborer et de conduire la politique du commerce extérieur de leur pays. Les stages sont financés par des bourses de perfectionnement du Programme des Nations Unies pour le développement et par le GATT qui fournit du personnel et des services dont le coût est imputé sur son budget ordinaire.

#### Relations avec le Fonds monétaire international

Des arrangements pratiques ont été établis avec tous les organes et institutions spécialisés des Nations Unies pour les questions qui présentent un intérêt pour le GATT.

Pour ce qui est du FMI, cependant, l'article XV de l'Accord général stipule expressément que les PARTIES CONTRACTANTES s'efforceront de collaborer avec le Fonds monétaire international afin de poursuivre une politique coordonnée en ce qui concerne les questions de restrictions quantitatives ou autres mesures commerciales relevant de la compétence du GATT et les questions de change relevant de la compétence du Fonds. Chaque fois que les PARTIES CONTRACTANTES sont appelées à examiner des problèmes de caractère monétaire, le GATT est tenu d'entrer en consultations étroites avec le Fonds et d'accepter ses conclusions sur les questions financières et celles qui touchent à la balance des paiements. Le Président des PARTIES CONTRACTANTES et le Directeur général du Fonds ont conclu par échange de lettres des arrangements de coopération, de consultation et de coordination pour la collecte des informations et pour les déclarations officielles. Le texte de ces lettres est reproduit en annexe au document E/5476/Add.12.